



**Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine**

LE CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES DOIT SE RESOUDRE A PLACER LA COTE D'IVOIRE SOUS TUTELLE

Le **Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO)** qui suit avec une particulière attention l'évolution de la situation en Côte d'Ivoire et qui ne cesse d'attirer l'attention de la communauté africaine et internationale sur la nature du régime de GBAGBO qui constitue, à l'heure actuelle, le défi le plus redoutable à la paix et à la sécurité en Afrique de l'Ouest.

La RADDHO estime que la destruction des avions et des hélicoptères de combat pour répondre au nouveau défi lancé par GBAGBO à la communauté africaine et internationale est tout à fait salubre. Il faut seulement regretter son caractère tardif et discriminatoire, car il aura fallu la mort de neuf (09) soldats français et d'un civil américain pour que la France réagisse avec fermeté.

Ce régime ethnocratique qui s'appuie sur la ruse, la terreur et la mauvaise foi s'était largement révélé au monde avec les charniers de Yopougon en 2000, l'action des escadrons de la mort, la répression de la marche de l'opposition les 25 et 26 mars 2004, l'assassinat de Jean Hélène et la disparition de Guy André Kieffer et récemment nous assistons à une nouvelle escalade de la violence qui se manifeste par :

- La déclaration de guerre du Secrétaire Général du FPI Affi Nguessan demandant au Président de prendre toutes les mesures légales et militaires pour assurer l'unité du pays. Déclaration suivie par une série de manifestations et de provocations de la " galaxie patriotique " (les Jeunes Patriotes, les Femmes Patriotes, les éléments de l'Armée qui s'en réclament),
- Le bombardement de Bouaké et Korhogo, attaques de la base française (43ème BIMA),
- La destruction des sièges d'organes de presse (le Nouveau Réveil, le Patriote, etc.) et de partis d'opposition (PDCI et RDR) et le sabotage des installations de RFI, Africa N°1 et BBC Afrique,
- L'incendie de quatre établissements scolaires dont le Lycée Français Jean Mermoz,
- L'appel à la haine raciale contre les français, les étrangers et les gens de l'opposition ivoirienne tous devenus les vraies cibles des " Jeunes Patriotes "

Bref, le moment est venu de mettre résolument le régime de GBAGBO hors d'état de nuire c'est-à-dire de placer purement et simplement la Côte d'Ivoire sous tutelle des Nations Unies pendant une période de transition de cinq (05) ans pour restaurer l'Etat de droit, la démocratie et sauvegarder la paix, la sécurité et le respect des droits humains dans la sous région. Il faut se rendre à l'évidence, il n'existe plus d'Etat en Côte d'Ivoire.

Cette mesure constituerait un signal très fort aux régimes ethnocratiques africains qui sont en train d'installer leur pays, de façon durable, dans une situation chronique et structurelle de conflits violents et armés.

Les organes de l'Union Africaine (UA) et de la CEDEAO doivent se réunir d'urgence pour soutenir totalement cette proposition qui est la seule alternative aujourd'hui pour en finir définitivement avec la crise ivoirienne.

La RADDHO est convaincue que :

- La communauté internationale doit réserver à GBAGBO et à tous les auteurs de crimes contre l'humanité le même sort que Milosevich en les traînant devant une Cour Pénale Internationale (CPI),
- La RADDHO recommande fortement l'extension de la compétence du Tribunal Pénal International de Sierra Léone aux crimes commis en Côte d'Ivoire depuis 2000.

**Fait à Dakar, le 07 novembre 2004**  
**Le Secrétariat Général**